

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, l'établissement de ces comités de coordination avait été prévu avant même que la Devco soit créée. Ni la province, ni nous-mêmes n'avons senti, jusqu'à présent, le besoin de créer ce comité consultatif. Dès que nous en sentirons le besoin, nous le ferons.

[Traduction]

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, il est très difficile de poser une question supplémentaire sans faire d'observation. Le ministre prétend qu'un comité n'est pas nécessaire mais des gens d'ailleurs sont embauchés par la Devco pour remplacer...

Des voix: Oh, oh.

M. MacInnis: ...ceux qui ont été mis à pied, comme l'a dit le ministre l'autre jour. Le ministre nous dira-t-il maintenant...

Des voix: Oh, oh.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

Des voix: Parlez plus haut.

M. l'Orateur: Je suis très reconnaissant aux députés de leur aide, mais je crois qu'il faudrait permettre à l'honorable député de poser sa question.

M. MacInnis: Le ministre prendra-t-il des mesures sans tarder pour décourager l'embauchage de ces gens que l'on fait venir d'ailleurs pour remplacer les travailleurs licenciés de la Devco?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, l'honorable député sait que la compagnie Devco est une compagnie de la Couronne indépendante du gouvernement et qui doit être administrée indépendamment du gouvernement. La seule chose qui m'incombe est de faire rapport à la Chambre sur les agissements de cette société, car je n'ai aucune autorité pour embaucher à la place de Devco.

[Traduction]

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre pourquoi l'autre jour lorsqu'il parlait de blocage, il a assimilé les sociétés de la Couronne à la Fonction publique et...

• (3.10 p.m.)

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Encore une fois, le temps va bientôt nous faire défaut. Le député peut néanmoins poser sa question supplémentaire.

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il s'il a fini par trouver un président pour cette commission ou quelqu'un d'assez compétent pour remplir ce poste et régler quelques-uns des problèmes qui se posent?

L'hon. M. Marchand: Les choses avancent.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA CRÉATION D'UN COMITÉ VISANT LA STABILITÉ DES PRIX

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Consommation et des Corporations nous dirait-il s'il se propose d'établir un comité parlementaire concernant la stabilité des prix, qui devait, sauf erreur, s'insérer dans le programme du gouvernement? Ma question est motivée surtout par l'échec manifeste des autres mesures anti-inflationnistes du ministre. Songe-t-il à instituer ce comité et, si oui, sera-ce pour bientôt?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je rejette, bien entendu, le raisonnement sur lequel repose la question du député. C'est assez décevant de voir le dédain qu'il tente parfois d'afficher à l'égard de la Commission des prix et des revenus.

L'hon. M. Stanfield: Je n'ai pas encore tenté de le faire.

L'hon. M. Basford: Pour ce qui est de la question elle-même, je m'attendais à plus de collaboration et de compréhension de la part du chef de l'opposition.

L'hon. M. Hees: Contentez-vous de répondre à la question.

L'hon. M. Basford: La réponse est oui.

LES BREVETS

PRÉSUMÉE COLLUSION DES FABRICANTS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES À L'ÉGARD DES LICENCES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Peut-il nous dire s'il enquête sur la question très grave et très importante de la collusion dont les membres de l'Association